

Éphémérides G.L. – Semaine du 10 au 16 novembre 2012

RESUME : En RDC, l'insécurité dans l'est du pays, à propos de laquelle le docteur Mukwege, réfugié provisoirement en Belgique suite à la tentative d'assassinat contre lui, a mis en relief les responsabilités congolaises au cours d'une conférence au Parlement européen ([RDC_12](#)), continue à être au-devant de l'actualité. D'abord bien sûr dans le chef du M23 qui accuse les FARDC d'avoir rompu la trêve ([RDC_2](#)) et qui, tentant de percer dans le territoire de Masisi avec l'aide d'autres groupes armés ([RDC_11](#)), a été attaqué par les FARDC près de Goma, combats qui auraient fait plus de 100 morts parmi les rebelles : les versions varient cependant sur qui a lancé les combats. ([RDC_13](#)). En fin de semaine, les combattants restaient toutefois sur leurs positions, tandis que de nouvelles vagues de déplacés se dirigeaient vers le Rwanda ou surtout vers les camps de réfugiés proches de Goma ([RDC_13_1](#)). Sur le plan diplomatique, l'Ouganda, dont le président confirme avoir eu des contacts avec les mutins ([OUG_1](#)), a fermé ses frontières avec la RDC dans la région de Bunagana ce qui est interprété soit comme un signal positif, soit comme le résultat de sa « fâcherie » avec le contenu du rapport du Groupe d'experts des N.U. : quoi qu'il en soit, les populations locales craignent une augmentation des prix du fait de cette fermeture ([OUG_2](#)). Du côté du Rwanda, où l'ancien patron des Verts australiens a été empêché d'entrer dans le pays pour rencontrer ses homologues dont le président a été assassiné ([RWA_4](#)), des responsables religieux réfutent ce rapport dont on trouvera ici la dernière version qui n'avait pas encore été rendue publique ([RWA_2](#)). Par contre, du côté congolais, les coordinations des sociétés civiles de plusieurs provinces de l'est exigent des sanctions contre ce pays ([RDC_4](#)), tandis que le gouverneur du Nord Kivu affirme que le gouvernement congolais n'a jamais envisagé une négociation avec le M23 ([RDC_8](#)) et que le ministre porte-parole du gouvernement déclare qu'il convient de ne pas rompre les relations diplomatiques avec le Rwanda et de maintenir un « contact minimal » avec lui ([RDC_30](#)). Du côté américain et du côté de l'ONU, le chef militaire du M23, Sultani Makenga, a été placé sur la liste noire des personnes sanctionnées pour sa participation au conflit dans l'est (interdiction de voyage, gel des avoirs, etc.) ([RDC_27](#)), une mesure qui est jugée insuffisante par le gouvernement congolais ([RDC_28](#)), tandis que l'intéressé se déclare innocent des accusations d'exactions portées contre lui ([RDC_29](#)). Du côté belge, le ministre des Affaires étrangères et celui de la défense ont décidé de suspendre la coopération militaire – qui est minimale – avec le Rwanda ([RWA_3](#)). Enfin, on signalera que la BAD estime que les bailleurs de fonds doivent lever les sanctions liées au soutien du M23 par le Rwanda ([RWA_1](#)).

Mais l'insécurité concerne aussi d'autres groupes armés et d'autres régions. Au

Nord Kivu, où le conseil de sécurité a donné 15 jours à tous les groupes armés pour déposer les armes ([RDC_3](#)) et où au moins 300 personnes dont 83 enfants ont été massacrés par des groupes armés depuis avril selon un rapport de l'ONU ([RDC_10](#)), des attaques meurtrières attribuées au M23 ou au FDLR ont eu lieu dans le territoire de Rutshuru ([RDC_1](#)). Par ailleurs, des Maï-Maï FDC (Front de défense des Congolais) ont attaqué et incendié des habitations dans le territoire de Masisi ([RDC_5](#)), tandis que deux casques bleus ont été blessés dans un échange de tir avec les Maï-Maï Sheka en territoire de Walikale ([RDC_6](#)) et que 4 élèves ont été tués lors d'une manifestation de colère dans le territoire de Beni ([RDC_7](#)). Au Sud Kivu, on signalera qu'un officier dissident et plusieurs chefs des milices Raïa Mutomboki et Maï-Maï Nyatura (Hutu congolais) se sont rendu aux FARDC ([RDC_9](#)). Ailleurs en RDC, on mentionnera que des hommes armés non identifiés ont pillé, violé et pris en otage des personnes dans le territoire de Watsa en Province Orientale ([RDC_14](#)). Au Nord Katanga, une ONG des droits de l'homme demande un déploiement des casques bleus dans les territoires de Malemba Nkulu, Pweto et Manono où les populations sont toujours victimes des Maï-Maï ([RDC_15](#)). Enfin, au Kasai Oriental, l'administrateur du territoire de Katako Kombe demande une présence des FARDC pour protéger les populations contre les Maï-Maï d'un certain commandant Koms qui sèment la terreur dans le district du Sankuru ([RDC_16](#)).

Dans le domaine politique, les cours d'appel de Matadi et de Kisangani ont entamé l'examen du contentieux électoral dans la foulée des requêtes de la majorité présidentielle qui conteste la victoire de deux candidats au poste de gouverneurs indépendants dans la Province Orientale et dans celle du Bas Congo : celle de Matadi a rejeté la requête d'un des candidats ([RDC_17](#)). Dans d'autres provinces, un nouveau président de l'Equateur, dont la capitale est privée d'électricité depuis plusieurs mois ([RDC_25](#)), a succédé au précédent qui avait été démis par les députés, une affaire qui avait bloqué les travaux de l'assemblée provinciale depuis le mois d'avril ([RDC_18](#)). Au Nord Kivu, les mandats des nouveaux députés du Masisi, élus dans la confusion d'élections entachées d'irrégularités, n'ont toujours pas été validés ([RDC_19](#)). À l'Assemblée nationale, le budget 2013 a fait l'objet de critiques de la part de l'opposition qui dénoncent le faible niveau des recettes, l'inégalité des ressources octroyées aux différentes provinces et l'insuffisance des moyens dans certains secteurs, mais aussi et implicitement dans le chef de tous les députés, leur niveau de rémunération, tandis que les fonctionnaires réclament l'application des accords passés en matière de salaires ([RDC_20](#)). Par ailleurs, l'opposition a quitté les discussions au sein de la commission spéciale chargée de réfléchir sur la réforme de la CENI ([RDC_22](#)). Enfin, toujours à l'Assemblée nationale, le chef du MLC a lu un appel de Jean-Pierre Bemba qui, depuis sa prison à La Haye, appelle ses compatriotes à mettre fin à la guerre dans l'est ([RDC_21](#)).

Dans le domaine de la justice, l'ONG Renadhoc, qui se déclare consternée par la situation des droits humains en RDC, a déclaré continuer à se maintenir comme partie civile dans le procès Chebeya ([RDC_23](#)). Par ailleurs, une trentaine de membres de la garde présidentielle, dont certains sont en fuite, ont été condamnés dans le cadre de l'attaque de l'aéroport de Lubumbashi en février 2011 par un mouvement indépendantiste katangais ([RDC_24](#)).

Dans le domaine des relations extérieures, on mentionnera le fait que le Premier ministre congolais se trouve en visite officielle à Paris où il doit discuter des questions de sécurité, du climat des affaires, de démocratie et de droits de l'homme, des matières dans lesquelles, selon lui, la RDC a enregistré des progrès ([RDC_26](#)).